

RCS : ARRAS
Code greffe : 6201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ARRAS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 40514
Numéro SIREN : 498 985 456
Nom ou dénomination : GONCALVES INVESTISSEMENTS

Ce dépôt a été enregistré le 07/12/2021 sous le numéro de dépôt 8748

- 7 DEC. 2021

«GONCALVES INVESTISSEMENTS»

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 640.000 €uros

Siège social : BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais)

7, Chemin des Camayeux

R.C.S. : ARRAS 498.985.456

SIRET N° 498.985.456.00017

DE COMMERCE D'ARRAS

PROCES-VERBAL DE DECISION DU PRESIDENT
EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2021

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, le seize novembre à l'issue de l'Assemblée Générale tenue ce jour.

Monsieur José GONCALVES, agissant en qualité de Président de la société «GONCALVES INVESTISSEMENTS», nomme à compter de ce jour en qualité de Directeur Général pour une durée de quatre années renouvelables :

Madame Elise GONCALVES

Née le 20 juin 1997 à BOIS-BERNARD (Pas-de-Calais), de nationalité française,
Demeurant 7, Chemin des Camayeux 62172 BOUVIGNY-BOYEFFLES

Monsieur José GONCALVES précise que les pouvoirs de Madame Elise GONCALVES en sa qualité de Directeur Général sont relatés à l'Article 14 des statuts.

Par ailleurs, il est ici précisé que Madame Elise GONCALVES percevra une rémunération mensuelle brute de DEUX MILLE CINQ CENTS €UROS (2.500 €) sur douze mois par an ; à laquelle s'ajoute le remboursement de ses frais de missions/réceptions engagés dans le cadre de l'exercice de ses fonctions de Directeur Général.

Intervient à l'instant, Madame Elise GONCALVES pour déclarer accepter d'exercer les fonctions qui viennent de lui être conférées et n'être nullement empêchée de les exercer.

Le Président donne enfin tous pouvoirs au porteur d'une copie de la présente décision en vue d'effectuer toutes formalités légales de publicité.

BN BN BN

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

LE PRESIDENT

Monsieur José GONCALVES



«GONCALVES INVESTISSEMENTS»

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 640.000 €uros

Siège social : BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais)

7, Chemin des Camayeux

R.C.S. : ARRAS 498.985.456

SIRET N° 498.985.456.00017

ASSEMBLEE GENERALE
DU 16 NOVEMBRE 2021

Le seize novembre DEUX MILLE VINGT ET UN à 15 Heures.

A SAINS-EN-GOHELLE (Pas-de-Calais) – Zone Industrielle de la Fosse 13, les Actionnaires de la société se sont réunis en Assemblée Générale.

La convocation a été faite par lettre simple adressée à chaque Actionnaire.

Les membres de l'Assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur José GONCALVES, Président.

Le Président désigne pour secrétaire : Madame Marina GONCALVES-BENINI.

La feuille de présence est vérifiée, puis arrêtée et certifiée exacte par le Président qui constate que les Actionnaires, présents ou représentés, possèdent 6.400 actions sur les 6.400 formant le capital et ayant le droit de vote. L'Assemblée, représentant plus de la moitié des actions, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des Actionnaires :

- un exemplaire des statuts de la société ;
- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque Actionnaire ;
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes ;
- le récépissé postal et avis de réception de l'envoi fait au Commissaire aux comptes ;
- la feuille de présence et les procurations données par les Actionnaires représentés.

Il dépose également les rapports et documents suivants qui vont être soumis à l'Assemblée :

- le texte du projet de statuts mis à jour ;
- le texte du projet de résolutions.

Sur sa demande, l'Assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président rappelle l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

- Refonte statutaire ;
- Formalités / Pouvoirs ;
- Questions diverses.

Enfin, la discussion est ouverte. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes qui sont à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide :

D'étendre l'objet social aux activités suivantes : L'assistance et le conseil de toute personne physique ou morale en tous domaines où la législation et la réglementation en vigueur ne l'interdit pas et notamment en matière de gestion, de marketing et d'action commerciale.

De remanier la rédaction de l'article 4 dans sa globalité

A cet effet, l'objet social est à présent rédigé comme suit :

ARTICLE 4 - OBJET

La société a pour objet, en FRANCE et dans tous pays :

- L'acquisition, la détention, la gestion et la vente de toutes participations dans des sociétés ;
- La gestion, l'achat et la vente de tout portefeuille d'actions, de parts, d'obligations et de titres, de contrats de capitalisation, d'assurance ou droits et placements de toutes sortes ;
- L'assistance et le conseil de toute personne physique ou morale en tous domaines où la législation et la réglementation en vigueur ne l'interdit pas et notamment en matière de gestion, de marketing et d'action commerciale ;

- Toutes opérations de prestations techniques et de prestations de services administratives, comptables ou commerciales au profit de sociétés dépendant du Groupe économique ou de tous autres bénéficiaires ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation, la cession de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et droits de propriété industrielle concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- l'acquisition d'immeubles, leur gestion et leur cession ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide d'opérer la refonte du pacte social.

Les modifications statutaires opérées n'entraîneront nullement la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la société et son siège social ne seront pas modifiés.

Son capital restera fixé à la somme de 640.000 €uros divisé en 6.400 actions de même catégorie.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de refonte du pacte statutaire adoptée à la résolution précédente, l'Assemblée Générale adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée, et le présent procès-verbal a été signé par le Président et le Secrétaire.

LE PRESIDENT :

Monsieur José GONCALVES



LE SECRETAIRE :

Madame Marina GONCALVES-BENINI

**«GONCALVES INVESTISSEMENTS»
Société par Actions Simplifiée**

Au capital de 640.000 €uros

**Siège social :
BOUVIGNY-BOYEFFLES
(Pas-de-Calais)
7, Chemin des Camayeux**

R.C.S. : ARRAS 498.985.456

STATUTS MIS A JOUR A LA DATE DU 16 NOVEMBRE 2021

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, located in the bottom right corner of the page.

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE **SIEGE – OBJET – DUREE – CAPITAL SOCIAL**

ARTICLE 1^{er} - FORME

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 juin 2007, enregistré à la S.I.E. de BETHUNE le 27 juin 2007, bordereau 2007/668, case n° 18, ext. 2768, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée.

Aux termes d'une décision en date du 23 décembre 2015, les actionnaires ont décidé l'instauration d'un Comité de Direction et l'adjonction aux statuts d'une article 14 Bis intitulé "Comité de Direction".

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227.20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225.17 à L. 225-126 du Code de Commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code Civil ;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L. 227-2 du Code de Commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : "**GONCALVES INVESTISSEMENTS**".

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « SOCIETE par ACTIONS SIMPLIFIEE » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est à : **BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais)**
– 7, Chemin des Camayeux.

Il peut être transféré en tout endroit du même département par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence et en tout autre lieu par décision collective des Actionnaires.

ARTICLE 4 - OBJET

La société a pour objet, en FRANCE et dans tous pays :

- L'acquisition, la détention, la gestion et la vente de toutes participations dans des sociétés ;
- La gestion, l'achat et la vente de tout portefeuille d'actions, de parts, d'obligations et de titres, de contrats de capitalisation, d'assurance ou droits et placements de toutes sortes ;
- L'assistance et le conseil de toute personne physique ou morale en tous domaines où la législation et la réglementation en vigueur ne l'interdit pas et notamment en matière de gestion, de marketing et d'action commerciale ;
- Toutes opérations de prestations techniques et de prestations de services administratives, comptables ou commerciales au profit de sociétés dépendant du Groupe économique ou de tous autres bénéficiaires ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation, la cession de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et droits de propriété industrielle concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- l'acquisition d'immeubles, leur gestion et leur cession ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est de quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

➤ APPORTS EN NATURE :

Monsieur José GONCALVES, fait apport en nature, net de tout passif, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière avec jouissance de ce jour de :

- la pleine propriété de DEUX CENT TRENTE QUATRE (234) actions de CENT (100) euros chacune de la SAS « SOGEBAT » au capital de TRENTE NEUF MILLE (39.000) euros dont le siège social est à SAINS-EN-GOHELLE (Pas-de-Calais) – Z.I, Fosse 13, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 437.512.858, évaluées unitairement à DEUX MILLE SIX CENTS (2.600) euros, et globalement à SIX CENT HUIT MILLE QUATRE CENTS euros, ci

608.400 euros

- la pleine propriété de QUATRE CENTS (400) parts sociales de DIX (10) euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 401 à 800, de la société « SOMATEN » Société A Responsabilité Limitée au capital de HUIT MILLE (8.000) euros dont le siège social est à COURRIERES (Pas-de-Calais) – Rue de la Libération, Zone des Chauffours Est n° 1, BP 43, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 450.194.709, évaluées unitairement à DEUX CENT VINGT HUIT (228) euros, et globalement à QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX CENTS euros, ci

91.200 euros

**SOIT UN APPORT GLOBAL EN NATURE DE :
SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE
SIX CENTS EUROS, ci**

699.600 euros

Etant précisé :

- que ces apports en nature sont grevés d'une soulte de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS (59.800) Euros, s'imputant à hauteur de CINQUANTE CINQ MILLE (55.000) Euros sur les apports d'actions de la société "SOGEBAT" et QUATRE MILLE HUIT CENTS (4.800) Euros sur les apports de parts sociales de la société "SOMATEN" ;

Soit un apport en nature à titre pur et simple net de :
SIX CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENTS Euros : 639.800 Euros

Il a été procédé à l'évaluation desdites actions et parts sociales au vu d'un rapport de Monsieur Jean-Luc CARBONNIER demeurant professionnellement à LENS (Pas-de-Calais) – 7, Rue Kléber, désigné en qualité de Commissaire aux apports aux termes d'une Ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de BETHUNE à compétence commerciale en date du 09 mai 2007, sur requête du 04 mai 2007.

Les conditions et modalités de cet apport sont relatées dans le traité d'apport annexé aux présentes.

➤ APPORTS EN NUMERAIRE :

⇒ Monsieur José GONCALVES
Apporte à la société une somme en espèces
de CENT Euros, ci 100 Euros

⇒ Madame Marina GONCALVES-BENINI
Apporte à la société une somme en espèces
de CENT Euros, ci 100 Euros

SOIT ENSEMBLE, LA SOMME TOTALE DE :
DEUX CENTS EUROS, ci 200 Euros

RECAPITULATIF DES APPORTS :

✓ APPORT EN NATURE	
à titre pur et simple :	639.800 Euros
✓ APPORT EN NUMERAIRE :	<u>200 Euros</u>
TOTAL	640.000 Euros

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SIX CENT QUARANTE MILLE EUROS (640.000 €). Il est divisé en SIX MILLE QUATRE CENTS (6.400) actions de CENT EUROS (100 €) chacune.

ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes actionnaires ou non.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la Loi, par décision collective des Actionnaires prise dans les conditions de l'Article 17 ci-après.

Les Actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les Actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS - LIBERATION

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans un délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des Actionnaires.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnellement à la quotité du capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remembrement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Les Actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices pour lesquelles le droit de vote est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES ACTIONS ET DES DROITS DE SOUSCRIPTION OU D'ATTRIBUTION

A/ Formalités

1°) La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte dans les registres de la société dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

2°) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

En cas d'augmentation du capital, les actions ne sont négociables qu'à compter de la réalisation de celle-ci.

B/ Contrôle de la transmission des actions

1°) La cession d'actions, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, est libre entre Actionnaires, descendants.

Toutes autres cessions, volontaires ou forcées, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par décision collective des actionnaires.

2°) La demande d'agrément doit être notifiée à la société et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro R.C.S., identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

3°) La décision collective des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4°) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'Actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les SOIXANTE jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de TROIS mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'Actionnaire cédant soit par des Actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'Actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

5°) Les cessions effectuées en violation des dispositions du présent article sont nulles.

C/ Nantissement agréé

Si la collectivité des actionnaires a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues au paragraphe B-2, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du code civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

D/ Contrôle de la transmission des droits de souscription ou d'attribution

En cas d'augmentation du capital, la transmission des droits de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation par voie de décision collective des actionnaires suivant les distinctions faites au paragraphe B-1 pour la transmission des actions elles-mêmes.

E/ Dispositions communes

Les notifications de demandes, réponses, avis et mises en demeure, prévues aux paragraphes B à D du présent article, sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 13 – PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est gérée et administrée par un Président, sans limite d'âge, personne physique ou morale, Actionnaire ou non, nommé par une décision collective des Actionnaires, statuant aux conditions de majorité ordinaire.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Président est illimitée.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à SIX mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des Actionnaires. Le Président remplaçant est également désigné pour une durée illimitée.

Le Président représente seul la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Il provoque les décisions collectives des Actionnaires et les exécute.

Le Président est autorisé à consentir des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées notamment au profit de directeurs délégués qu'il aura désignés.

La rémunération du Président est fixée par une décision collective des Actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Président est révocable pour juste motif par décision collective des Actionnaires statuant à la majorité de plus des trois quarts des voix des actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant au nu-propriétaire. Le Président, s'il est associé, participe au vote.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

La révocation peut également être prononcée par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation d'un Président, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société.

ARTICLE 14 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Le Président peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, sans limite d'âge, personne physique ou morale, Actionnaire ou non.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Directeur Général est illimitée.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à SIX mois, il est pourvu à son remplacement par le Président. Le Directeur Général remplaçant est également désigné pour une durée illimitée.

A l'égard des tiers, le ou les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président. Dans leurs rapports entre eux, le ou les Directeurs généraux exercent leur mandat sous l'autorité du Président.

Le ou les Directeurs Généraux sont autorisés à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Toutefois, dans les rapports avec le Président, et à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, il est formellement convenu que le ou les Directeur(s) Général(aux) devront recueillir l'accord préalable ou solliciter les directives du Président pour certains actes, opérations et engagements énumérés dans un procès-verbal signé par les parties concernées.

Les décisions du Président à ce sujet notamment sont consignées dans un registre spécial côté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

La rémunération du ou des Directeurs Généraux est fixée par décision du Président. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par décision du Président constatée dans un procès-verbal.

ARTICLE 14 BIS – COMITE DE DIRECTION

Composition

Il peut être créé un Comité de Direction composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, sans limite d'âge, exclusivement personnes physiques actionnaires ou non de la société.

Le Président de la société, personne physique, est d'office membre et Président du Comité de Direction.

Les membres du Comité de Direction sont nommés par le Président qui peut les révoquer à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve du respect d'un préavis de quinze jours sans qu'il soit besoin d'un juste motif.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Les membres du Comité de Direction peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois, lequel pourra être réduit par le Président qui aura à statuer sur le remplacement éventuel du membre démissionnaire.

La durée des fonctions des membres du Comité de Direction est fixée dans la décision de nomination.

Les membres du Comité de Direction peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société ou au sein de sociétés la contrôlant ou contrôlées par elle au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce.

Le mandat des membres du Comité de Direction est exclusif de tout lien de subordination.

Le Comité de Direction se réunit sur convocation du Président de la société aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et trimestriellement au moins quatre fois par an.

Les réunions doivent se tenir au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations ou des consultations.

Un membre du Comité de Direction peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter. Un membre du Comité de Direction ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir ; la voix du Président est prépondérante.

Si deux membres seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du Comité de Direction sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur. Ledit registre doit être coté et paraphé.

Le procès-verbal de la séance indique le nom des membres du Comité de Direction présents, représentés, excusés ou absents. Il est signé par les membres présents ou représentés.

Il est suffisamment justifié du nombre des membres du Comité de Direction en exercice et de leur présence par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

Le Président dispose d'un droit de veto lui permettant de s'opposer aux décisions prises par le Comité de direction.

Il disposera d'un délai de 72 heures à compter de la réunion du Comité de direction pour notifier par écrit, au Comité de direction, sa décision d'exercer son droit de veto.

A défaut, le Président est réputé renoncé à l'exercice de son droit de veto.

Le Président s'engage à toujours utiliser ce droit de veto conformément à l'intérêt social et à ne pas s'opposer sans juste motif à l'adoption des décisions susvisées.

Pouvoirs du Comité de Direction

Le Comité de Direction réfléchit sur les orientations économiques et commerciales du groupe, ses axes de développement, la politique de l'emploi, la création d'activités nouvelles, les suppressions d'activités, les investissements majeurs à réaliser.

Le Comité de Direction émet des directives qui sont transmises par le Président aux dirigeants de chaque filiale à charge pour ces derniers de mettre en oeuvre dans chaque société concernée les orientations déterminées par le Comité de Direction.

A toute époque de l'année, il peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Rémunération des membres :

Le Président de la société peut allouer aux membres du Comité de Direction en rémunération de leur activité une somme fixe par réunion à titre de jetons de présence ou à titre de rémunération complémentaire selon les bénéficiaires.

ARTICLE 15 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des Actionnaires.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS OU DES ACTIONNAIRES

Le Commissaire aux Comptes présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'Article L 233-3 du Code de Commerce.

Les actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'Article L 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet Article, au Président et aux

autres dirigeants de la société. Ces mêmes interdictions s'appliquent aux conjoints, ascendants et descendants des dirigeants et à toute personne interposée.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas lorsque le dirigeant est une personne morale.

ARTICLE 17 – DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision de l'associé unique et en cas de pluralité d'actionnaires d'une décision collective des Actionnaires dans les conditions suivantes :

✓ Décisions prises à l'unanimité des actionnaires avec droit de vote au nu propriétaire :

Celles portant sur l'adoption ou la modification des clauses statutaires ci-après visées :

- Inaliénabilité des actions pour une durée n'excédant pas 10 ans ;
- Transformation de la société en société d'une autre forme entraînant accroissement des engagements des Actionnaires ;
- Adoption, suppression ou modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des actionnaires en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'action, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'exclusion.

✓ Décisions prises à la majorité de plus de la moitié des voix des Actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant à l'usufruitier :

- Affectation des bénéfices.

✓ Décisions prises à la majorité de plus de la moitié des voix des Actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant au nu-propriétaire :

- Distribution de réserves et d'acomptes sur dividendes ;
- Nomination du Président ;
- Fixation des appointements du Président ;
- Nomination des Commissaires aux Comptes ;
- Autorisation des opérations ou décisions qui excèdent les pouvoirs du Président.

✓ Décisions prises à la majorité de plus des trois quarts des voix des Actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant au nu propriétaire :

- Agrément d'un nouvel actionnaire ;
- Révocation du Président ;
- Dissolution et liquidation de la société ;
- Prorogation de la société ;
- Augmentation et réduction du capital ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- Transfert du siège social en dehors du département ;
- Rachat des actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;
- Et plus généralement toute décision portant sur des modifications statutaires qui ne nécessitent pas leur adoption à l'unanimité.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions collectives des Actionnaires sont prises au choix du Président en Assemblée ou par consultation écrite ou par correspondance, ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. La volonté des Actionnaires peut aussi être constatée par des actes sous seing privé ou authentiques, si elle est unanime. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout Actionnaire peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

L'Assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des Actionnaires.

Dans le cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président. L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des Actionnaires.

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire.

L'Assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actions sont présentes ou représentées.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des Actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les Actionnaires disposent d'un délai minimal de HUIT jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'Actionnaire n'ayant

pas répondu dans le délai de QUINZE jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque Actionnaire.

Chaque Actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, dès lors que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'Assemblée ou de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des actionnaires.

L'Actionnaire peut se faire représenter par un autre Actionnaire lors des Assemblées. Il peut aussi voter par correspondance selon les formes prévues par la Loi et les Règlements pour les Sociétés Anonymes.

En outre, chaque action donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des Actionnaires sont valablement certifiés conformes par le Président. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 18 – DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout Actionnaire a le droit, à toute époque, de prendre par lui même, au siège social ou au lieu de la direction administrative, connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux Actionnaires et procès-verbaux des décisions collectives.

En même temps qu'il provoque la décision des Actionnaires en vue de l'examen et de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, le Président adresse ou remet à chaque Actionnaire les comptes annuels, les rapports du Commissaire aux Comptes, le rapport de gestion du Président et le texte des résolutions proposées.

A compter de cette communication, tout Actionnaire a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le Président est tenu de répondre également par écrit.

Pour tout autre consultation, le texte des résolutions proposées et le rapport du Président, ainsi que, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes et des Commissaires à compétence particulière, sont adressés ou remis aux Actionnaires avant qu'ils ne soient convoqués ou invités à prendre leurs décisions.

Tout Actionnaire peut demander au Président de convoquer une Assemblée des Actionnaires, appelée à délibérer sur une ou plusieurs questions qu'il

définit, si la dernière Assemblée a été réunie depuis plus de trois mois. Le Président est tenu d'accéder à cette demande en convoquant les Actionnaires dans la quinzaine suivant la date de réception de la demande écrite qui lui est faite à cet effet.

ARTICLE 19 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 20 – COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le Président établit les comptes annuels prévus par la Loi, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit également un rapport de gestion. Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes dans les conditions déterminées par les dispositions réglementaires et soumis aux Actionnaires dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans des conditions prévues par la Loi régissant les sociétés commerciales.

ARTICLE 21 – AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale pour, sur proposition du Président, être en totalité ou en partie, réparti aux Actionnaires à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

En cas de démembrement de propriété, il est précisé que :

- les dividendes prenant la forme d'une distribution de toute ou partie du bénéfice de l'exercice ou des sommes reportées à nouveau seront attribués en pleine propriété à l'usufruitier,
- les dividendes prenant la forme d'une distribution de réserves ou sommes assimilées telles que primes d'émission, de fusion ou d'apport, seront attribués à l'usufruitier en qualité de quasi-usufruitier, sauf décision collective préalable contraire des associés, les nus-propriétaires étant titulaires d'une créance de restitution à faire valoir contre l'usufruitier ou sa succession.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital mais ne peut servir à amortir les pertes.

ARTICLE 22 – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes se fait conformément à la Loi, à l'époque et aux lieux fixés par l'Assemblée Générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du Président du TRIBUNAL de COMMERCE statuant sur requête à la demande du Président.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut ouvrir aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

ARTICLE 23 - PERTE DU CAPITAL

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le Président est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'Assemblée Générale à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'assemblée est publiée.

ARTICLE 24 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 25 – TRANSFORMATION – PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président doit provoquer une consultation des Actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION – LIQUIDATION OU TRANSMISSION DU PATRIMOINE

1 - Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale.

2 - Sauf en cas de fusion ou de scission, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée Générale.

Le liquidateur représente la société, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les Actionnaires et la société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

A cet effet, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont valablement faites au domicile élu ou à défaut d'élection de domicile au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire du siège social.

STATUTS MIS A JOUR A LA DATE DU 16 NOVEMBRE 2021

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, located in the lower right quadrant of the page.